

17 participants mardi 9 décembre 2003. Concernant la deuxième session du samedi 13 décembre, le peu de participants (3) nous a conduit à proposer la mise en commun des forces avec le groupe fonctionnant à la Maison Pour Tous Léo Lagrange.

Formulaire de restitution de la synthèse

Arrondissement : Circonscription de l'Education Nationale Montpellier Ouest REP Mosson

Lieu : Centre Social CAF La Paillade

Type de réunion : Réunion d'Ecole Publique

Discussion sur le constat :

Mots clés : partenaires – parents – associations – difficultés – mixité sociale

Le constat est introduit par l'analyse de la construction de l'école laïque en France ; construction contre les familles, la bourgeoisie et le clergé.

Actuellement, les associations et les parents d'élèves sont de plus en plus sollicités. Les conseils d'école installent officiellement les parents dans l'école, et définissent leur rôle. Ce dispositif trouve ses limites dans sa mise en place concrète.

Le constat de dispositifs tels que les Contrats Educatifs Locaux, la politique de la ville, ainsi que des actions telles que les écoles ouvertes hors temps scolaire ne suscite aucune réaction parmi les participants.

La place et le rôle des collectivités locales et leurs missions éducatives ont évolué.

Sujet 12 - Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

Le contact entre les parents et les enseignants est indispensable. L'enfant tirera bénéfice de la complémentarité parents / enseignants et sera de ce fait dans de meilleures conditions pour sa réussite scolaire. Cette complémentarité est indispensable quand la famille a des difficultés à assumer son rôle dans l'accompagnement à la scolarité et notamment l'aide aux devoirs.

Le secteur associatif a un rôle à jouer dans l'aide aux devoirs, la proposition est jugée positive ; le débat sur leur rôle, leur place au côté des familles n'aboutit pas à un accord. Quelques points de vue sont exprimés :

- Fréquentation par des enfants qui ne sont pas en difficulté scolaire : les enfants qui ont le plus de facilité sont souvent ceux qui réclament le plus d'aide.
- Les parents sont en mesure d'assumer l'accompagnement à la scolarité de leurs enfants quel que soit leur niveau de scolarité.
- Le soutien serait indispensable pour les familles en grande difficulté sociale ou arrivées récemment en France.
- C'est à l'école de s'adapter à chaque élève.
- L'association d'aide aux devoirs peut être une béquille pour les familles défailtantes.

La construction d'un projet commun entre parents et enseignants, permettrait la réussite scolaire de l'enfant. La présence et l'investissement des parents comptent plus que leurs savoirs. Il faut trouver les formes du rapprochement entre parents et enseignants : tous les parents.

L'enseignant peut constater des difficultés sociales ou familiales, une bonne communication avec les familles serait indispensable. Les parents qui ont eu eux-mêmes des difficultés scolaires ont une relation difficile à l'école.

Il est rappelé que depuis la loi de 89, l'élève est au centre du système éducatif. Cette loi est bonne, dit un participant.

Un participant indique que les enseignants devraient détecter les élèves en difficulté scolaire, la mission de l'école est de détecter si l'enfant a besoin de soutien.

Réponse énergique d'un autre participant qui souligne que cela enfermerait l'enfant, et aurait un effet Pygmalion. L'école n'a pas pour fonction de détecter la difficulté mais a en charge la réussite de chacun..

Il faut détecter la difficulté des enfants et pas les enfants en difficulté.

Concernant l'organisation scolaire, les classes doivent être adaptées, plus l'élève a des difficultés, plus il lui faut du sur-mesure.

S'accrocher au collègue unique en ZEP serait une erreur, cela n'existe pas dit un participant : il est proposé de favoriser la notion d'un tronc commun pour tous les élèves puis de concevoir des structures adaptées à leurs besoins.

La concentration des difficultés sociales se retrouve à l'intérieur de l'école. Les devoirs donnés à la maison sont une vraie inégalité pour les enfants.

Les devoirs sont réclamés par les familles. Une enseignante de CP expose son expérience ; elle exerce un mi-temps dans une classe de CP en ZEP et un autre mi-temps dans un CP en milieu plus favorisé. La différence des cultures et la différence des niveaux devient évidente, la vraie inégalité est bien dans la prise en charge de la scolarité par les familles.

Sujet 1 – Quelles sont les valeurs de l'Ecole Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Le débat s'engage sur la capacité de l'école à accepter les différences de l'autre.

On parle beaucoup du port du foulard mais ce débat dit un participant ne cacherait-il pas le risque que l'école se privatise dans les 15 ans à venir ?

Il n'est pas souhaité que comme dans d'autres pays (Angleterre par exemple) il y ait des écoles payantes et les autres ; pour les unes, les enseignants les plus qualifiés, les mieux payés, les conditions de travail les plus favorables, et pour les autres, une concentration de difficultés.

L'école de la III^{ème} république s'est fondée autour du lire-écrire-compter. L'école change t-elle ? Doit-elle changer ? Cette base d'acquisitions ne suffit plus, l'école doit s'ouvrir.

Deux points de vue s'expriment l'un autour du rôle d'émancipation et d'ascenseur social, l'autre autour de l'adaptation de l'école au marché de l'emploi, et des orientations possibles.

L'école doit être le lieu et le moment où les valeurs humaines doivent être apprises. S'il fallait souligner deux valeurs de l'Ecole Républicaine à faire reconnaître dans la société, ce serait la coopération entre les enfants et la tolérance en prenant l'autre comme il est.

Pour maintenir les valeurs de l'école Républicaine, la question de la mixité sociale est essentielle.

On rajoute toujours les difficultés là où elles sont déjà. Tous les enfants n'ont pas les mêmes chances : la sectorisation entraîne la ghettoïsation, des stratégies d'évitement du secteur, et l'alternative écoles payantes ou privées.

C'est par la mixité sociale que peuvent être affirmées et appliquées les valeurs de l'école Républicaine.

La création de pôles d'excellence au plan local, la déssectorisation, et l'acceptation des différences peuvent la favoriser.

Trois priorités :

- 1) Réunir les conditions nécessaires de mixité sociale à l'intérieur de l'école.
- 2) Sortir de la vraie – fausse interdiction des devoirs qui organise de fait l'inégalité des enfants à l'école.
- 3) Refonder la place des parents à l'école, à partir d'un projet commun construit autour de l'enfant.